

### La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socio-professionnels du CESER

#### TABLEAU DE BORD N°25 - 25 NOVEMBRE 2025

## « La région résiste dans un contexte sensible »

Dans une période d'incertitude politique qui prend le pas sur l'économie, l'économie française résiste, tirée par les exportations, la croissance du pays a atteint 0,5% au 3ème trimestre après 0,3% au second.

De son coté, la Banque de France indique que l'inflation sera contenue à 1,1% pour l'année 2025. Pour autant, l'indice de confiance des ménages continue de baisser. Cela se matérialise par un taux d'épargne de l'ordre de 19%, dont les effets se répercutent directement sur la consommation, qui se contracte, pour atteindre un niveau proche de celui de 2014.

Dans le Grand Est, l'ensemble de ces éléments se traduit par une contraction de la balance commerciale, qui tout en restant positive à 2 milliards, se réduit de 2,2% sur un exercice.

#### Record de créations d'entreprises, porté par les micro-entreprises

Le précédent record annuel, à 67 015, est battu ces 4 derniers trimestres 67 349. Toutefois, il faut rappeler que plus de deux tiers des entreprises nouvellement créées sont des micro-entreprises, structures souvent moins pérennes et créatrices d'emploi. Les défaillances augmentent sur un an encore de 8,5% dans le Grand Est

#### Une année contrastée pour le tourisme

Après un printemps 2025 plutôt dynamique suivi d'un été mitigé, les nuitées reculent de 0,5% ces 12 derniers mois en région, tandis qu'elles progressent de 0,8% au niveau national.

Si les départements alsaciens et la Marne présentent des évolutions modérément positives, les autres territoires s'affichent à la baisse, jusqu'à -8,4% dans la Meuse ou -7% dans les Vosges.

#### Progression préoccupante des jeunes demandeurs d'emploi

La recrudescence s'accélère en 2025 avec 9 000 demandeurs de plus en seulement un an (+16,6%). Cette progression touche principalement la catégorie A, c'est-à-dire les personnes sans activité. La tendance annuelle est encore plus forte au niveau national (+19,8%).

#### La construction peine à redécoller

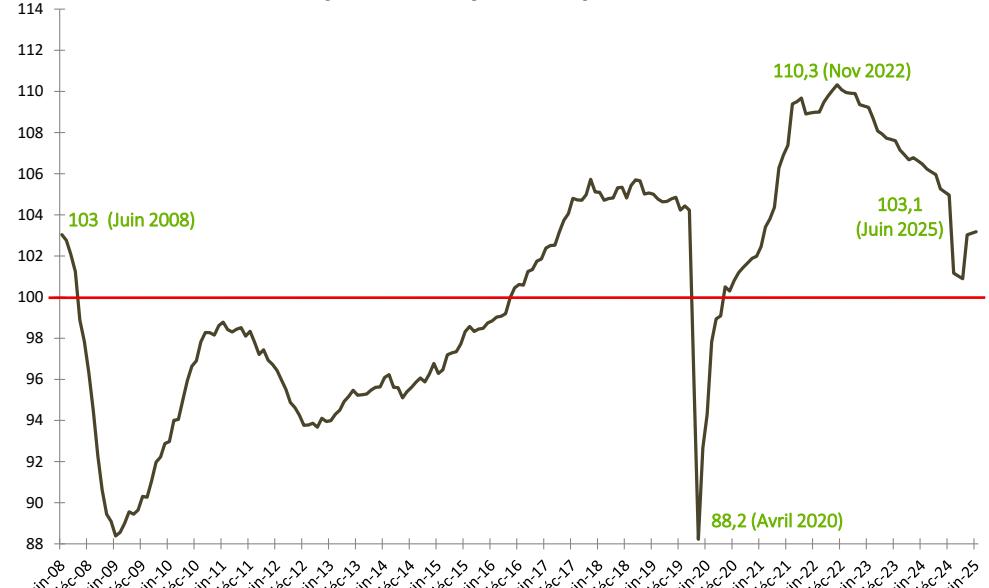
On observe ces derniers mois une sensible inflexion à la hausse de la

construction résidentielle, mais qui reste fragile, d'autant que les autorisations de construction demeurent peu dynamiques (+2% sur un an). Concernant les ouvertures de chantier de locaux, la situation est toujours préoccupante, car elles chutent de 24% sur un an, malgré un 3ème trimestre 2025 moins morose. Toutefois, les autorisations de construction progressent de 18%.

#### La hausse des importations contracte la balance commerciale

On constate au premier semestre 2025 une progression significative des imports, et la balance commerciale se réduit à 2 milliards. Néanmoins, seules trois autres régions présentent un solde commercial positif.

Indicateur de conjoncture synthétique du CESER Grand Est



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

# SOMMAIRE

## 1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITEES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE
- 7 - CONSTRUCTION NON-RÉSIDENTIELLE (LOCAUX)
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

## 2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE
- 13 - APPRENTISSAGE

## 3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN & ANCIENNETÉ MOYENNE
- 18 - TAUX DE CHOMAGE
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

## 4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

# 1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur les 4 derniers trimestres :

67 milliards d'euros  
d'exportations

19 200  
constructions de logements neufs

67 349  
créations d'entreprises

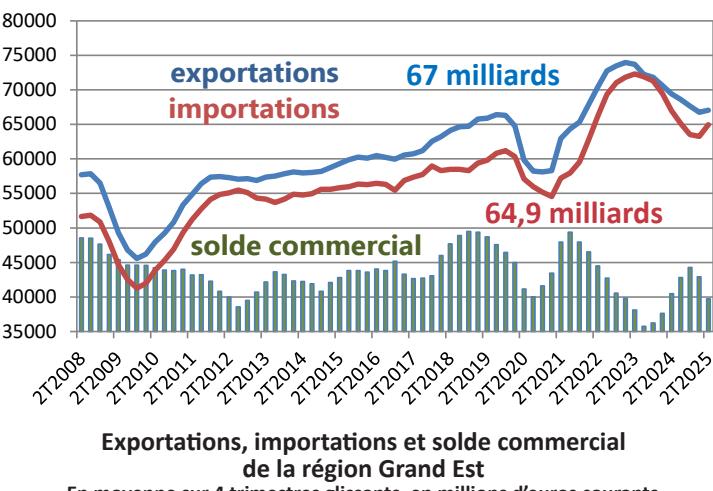
73 %

taux d'utilisation des capacités de production (Octobre 2025)

## 1 - COMMERCE EXTÉRIEUR (HORS ENERGIE) - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

**La hausse des importations contracte la balance commerciale.** La croissance du commerce extérieur post Covid-19, dopée par l'inflation, a pris fin il y a deux ans, et les montants exportés ont depuis chuté dans des proportions moindres que les importations, entraînant une constitution du solde commercial à +4 milliards d'euros. Néanmoins, on constate au premier semestre 2025 une progression significative des imports, et la balance commerciale se réduit à 2 milliards. Au niveau national, on assiste à des reculs annuels modérés des exportations (-1,2%) comme des importations (-1,4%). Seules trois autres régions présentent un solde commercial positif : l'Occitanie (11,3 mds), la Bourgogne-Franche-Comté (1 md) et depuis peu le Centre-Val de Loire (0,4 md). Avec un quart des expéditions régionales, l'Allemagne reste le premier partenaire économique, désormais devant l'Italie, l'Espagne et la Belgique. Les Etats-Unis, 2<sup>ème</sup> lors de l'exercice précédent, glissent désormais au 5<sup>ème</sup> rang (-500 millions d'exportations en un semestre). Concernant les importations, on retrouve les mêmes pays, à l'exception de la Chine, qui se place au 3<sup>ème</sup> rang, avec 4,7 milliards d'euros.

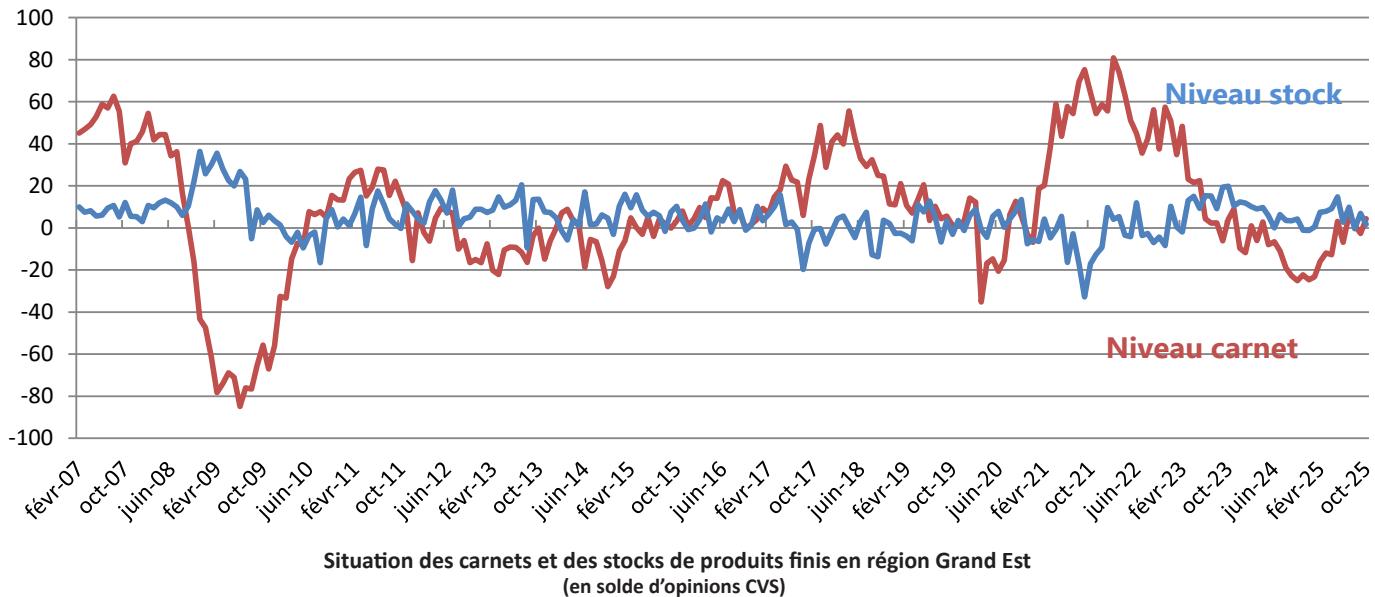


	Evolution des exportations sur un an	Exportations sur un an, en millions d'€
Ardennes	-4,9%	2 150
Aube	1,6%	1 857
Bas-Rhin	1,0%	23 022
Haute-Marne	-11,1%	1 233
Haut-Rhin	-5,5%	12 445
Marne	-1,9%	8 066
Meurthe-et-Moselle	-1,9%	2 549
Meuse	1,4%	1 393
Moselle	-12,2%	11 391
Vosges	4,9%	2 933
<b>Grand Est</b>	<b>-3,4%</b>	<b>67 039</b>
<b>France</b>	<b>-1,2%</b>	<b>600 022</b>

## 2 - CARNETS DE COMMANDES ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - OCTOBRE 2025

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

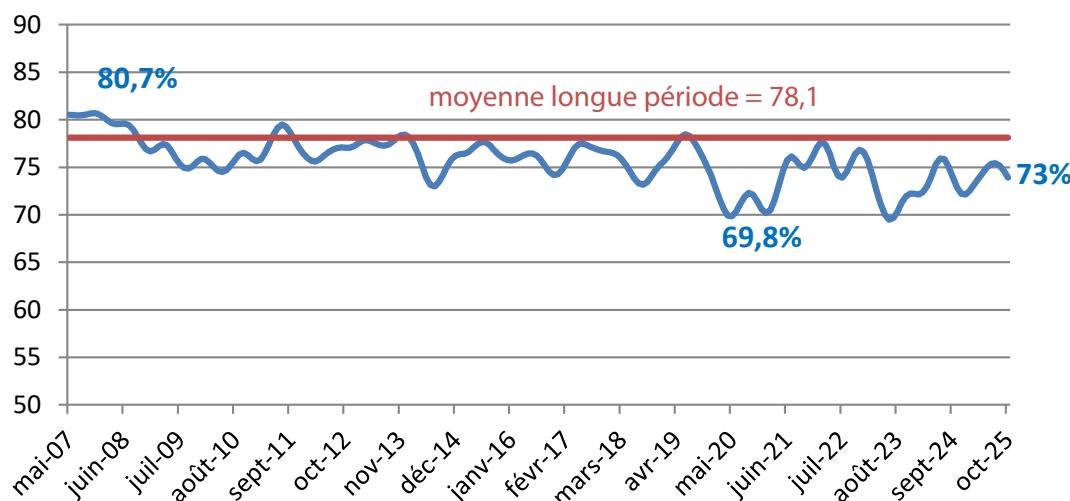
**Les carnets de commande retrouvent un peu de vigueur.** Exception faite de la fabrication de matériels de transports, dont l'automobile, les prises de commandes domestiques comme étrangères entraînent un regain d'activité. Les prix de vente sont globalement stables et la part des entreprises qui réduisent leur prix tend à augmenter. De plus, les difficultés d'approvisionnement restent faibles, hormis dans l'aéronautique et dans les équipements électriques et les produits informatiques-électronique-optiques. Cependant, les trésoreries restent tendues, et les chefs d'entreprises mettent en avant le climat politique national et les tensions commerciales. Concernant la hausse des droits de douane américains, ce sont essentiellement les industriels de l'agro-alimentaire et des machines et équipements qui se disent impactés.



## 3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - OCTOBRE 2025

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**L'utilisation des capacités de production en retrait.** La production industrielle avait retrouvé un niveau satisfaisant en 2021 et 2022. Depuis, elle fluctue. En 2023, un taux d'utilisation des capacités de production historiquement bas avait même été atteint, lié notamment à l'effondrement des carnets des commandes. Si l'activité industrielle régionale retrouve du tonus en 2025, à la faveur de l'atténuation des difficultés de recrutement (ne concernant désormais plus que 17% des entreprises industrielles), du prix des matières premières et de l'énergie, les derniers mois s'affichent à la baisse. Ainsi, en octobre 2025, on enregistre un taux d'utilisation des capacités de production de 73%. A l'échelle nationale, à l'inverse, la tendance à la hausse depuis près d'un an, le taux passant de 73 à 76%.

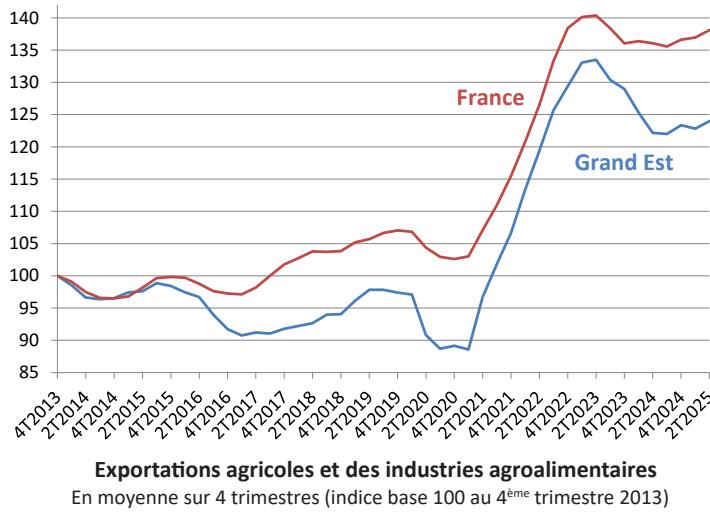


**Utilisation des capacités de production dans l'industrie en région Grand Est : ratio entre les capacités de production effectivement mobilisées pour la production et l'ensemble des capacités de production potentiellement disponibles  
(en %, données brutes)**

## 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES EN EUROS COURANTS

**Maintien à un bon niveau.** Favorisées par un contexte inflationniste, les exportations agricoles et agro-alimentaires régionales avaient bondi de plus de 25% entre 2021 et 2023. S'est ensuivie une contraction forte de l'export, passant sur un an de 12,6 milliards d'€ à 11,5 milliards, l'import reculant dans les mêmes proportions. Depuis un an, le commerce extérieur de produits agricoles et agro-alimentaires semble se stabiliser à un bon niveau, consolidant un solde commercial positif annuel de 6,7 milliards d'euros (7,3 mds il y a deux ans). A l'échelle de la France, cette balance commerciale ne s'élève qu'à 15,3 mds d'€. Les Vosges (+8,6%) et la Marne (+5,5%) affichent une augmentation des produits exportés, tandis qu'à l'inverse, les expéditions reculent significativement en Meurthe-et-Moselle (-11,1%) et dans les Ardennes (-9,1%). Avec le champagne, la Marne reste de très loin le premier exportateur agricole et agro-alimentaire de la région, avec 43,5% du total des expéditions, suivie par le Bas-Rhin (19,5%) et la Moselle (9%).

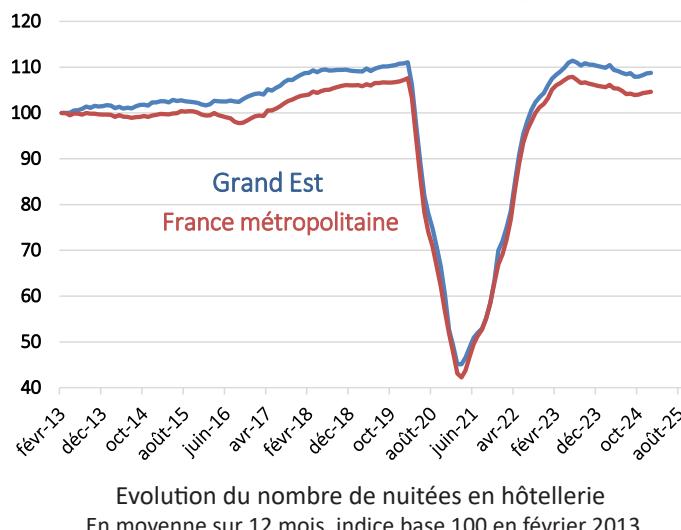


	Evolution des exportations sur un an	Répartition des exportations sur un an, en millions d'euros
Ardennes	-9,1%	467
Aube	-2,5%	620
Bas-Rhin	-1,0%	2 273
Haute-Marne	5,2%	203
Haut-Rhin	3,3%	868
Marne	5,5%	5 075
Meurthe-et-Moselle	-11,1%	346
Meuse	2,5%	415
Moselle	-3,6%	1 055
Vosges	8,6%	342
<b>Grand Est</b>	<b>1,5%</b>	<b>11 664</b>
<b>France</b>	<b>1,5%</b>	<b>83 395</b>

## 5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - AOÛT 2025

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

**Une année contrastée pour le tourisme.** Après la crise Covid-19, la fréquentation touristique a retrouvé du tonus à partir de 2021 et a mis un peu plus de 2 ans à rejoindre son niveau d'avant-crise (14,5 millions de nuitées hôtelières sur une année). Toutefois, depuis un «pic» à l'été 2023, on assistait à une légère régression du nombre de nuitées. Après un printemps 2025 plutôt dynamique suivi d'un été mitigé, elles reculent encore de 0,5% ces 12 derniers mois en région, tandis qu'elles progressent de 0,8% au niveau national. Si les départements alsaciens et la Marne présentent des évolutions modérément positives, les autres territoires s'affichent à la baisse, jusqu'à -8,4% dans la Meuse ou -7% dans les Vosges. Les touristes résidents sont moins nombreux que l'année passée, et c'est essentiellement la clientèle étrangère qui participe au maintien à un bon niveau du nombre de nuitées hôtelières. Néanmoins, on enregistre localement des baisses significatives de touristes allemands, néerlandais et belges, principalement constatées dans les territoires ruraux.

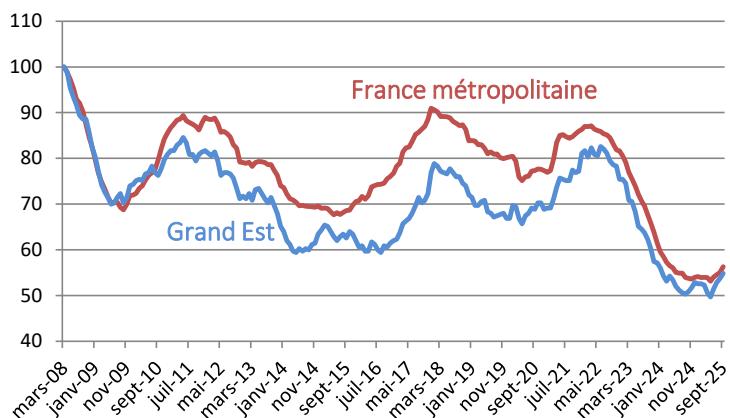


	Evolution des nuitées sur un an	Nombre de nuitées mensuelles moyen sur un an, en milliers
Ardennes	-2,4%	20
Aube	-2,2%	65
Marne	1,8%	149
Haute-Marne	-1,7%	25
Meurthe-et-Moselle	-4,8%	82
Meuse	-8,4%	15
Moselle	-2,9%	142
Bas-Rhin	1,2%	370
Haut-Rhin	1,5%	256
Vosges	-7,0%	66
<b>Grand Est</b>	<b>-0,5%</b>	<b>1 189</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>0,8%</b>	<b>17 842</b>

## 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - SEPTEMBRE 2025

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

**La construction de logement peine à redécoller.** Après le haut niveau atteint en 2021-2022, inédit depuis plus de 10 ans, la construction résidentielle s'est effondrée, passant de 28 900 nouveaux logements sur un an en juin 2022 à 17 400 en mai 2025, plus bas niveau enregistré depuis 25 ans. Néanmoins, on observe ces derniers mois une sensible inflexion à la hausse, mais qui reste fragile, d'autant que les autorisations de construction demeurent peu dynamiques (+2% sur un an). En France métropolitaine, la tendance est un peu plus favorable pour les autorisations (+10%) comme pour les mises en chantier (+8%), malgré là encore des chiffres parmi les plus faibles jamais enregistrés. Les autorisations de construction sont relativement stables dans l'ensemble des territoires. Toutefois, concernant les mises en chantier, des disparités persistent entre les départements : à la hausse dans le Haut-Rhin (+34% sur un an), la Meuse (+26%) et la Haute-Marne (+12%), elles fléchissent fortement dans l'Aube (-44%), la Moselle (-33%) ou les Ardennes (-14%).



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 février 2008

En moyenne sur 12 mois glissants, source INSEE

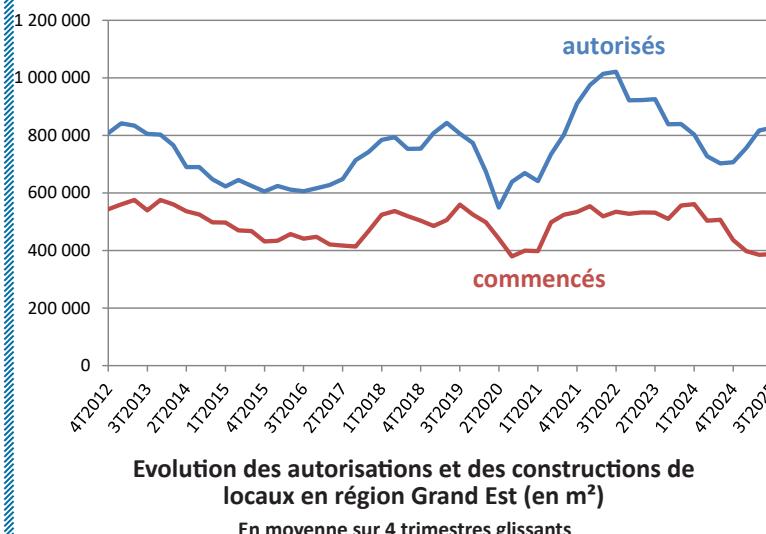
	Evolution du nombre de constructions autorisées sur un an	Evolution du nombre de constructions commencées sur un an
Ardennes	-18%	-14%
Aube	0%	-44%
Bas-Rhin	5%	2%
Haute-Marne	11%	12%
Haut-Rhin	1%	34%
Marne	0%	-7%
Meurthe-et-Moselle	9%	-13%
Meuse	26%	26%
Moselle	0%	-33%
Vosges	-16%	-10%
<b>Grand Est</b>	<b>2%</b>	<b>-7%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>10%</b>	<b>8%</b>

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

## 7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

**Faible niveau de la construction, toutefois les autorisations repartent à la hausse.** Les bons chiffres observés fin 2024 se confirment, et les autorisations de construction de locaux progressent fortement sur les 4 derniers trimestres (+18%), retrouvant un niveau élevé (3,3 millions de m<sup>2</sup> sur un an). Concernant les ouvertures de chantier de locaux, la situation est toujours préoccupante, car elles chutent de 24% sur un an, malgré un 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 moins morose. Ainsi, 1,5 millions de m<sup>2</sup> de locaux ont été construits sur un an, à comparer avec les 2,2 millions de m<sup>2</sup> de 2023 (le Grand Est enregistrait alors les surfaces construites les plus importantes depuis près de 10 ans). Quelques départements tirent leur épingle du jeu, comme la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, le Haut-Rhin ou encore les Vosges. A l'inverse des tendances baissières sont constatées dans les Ardennes, l'Aube ou le Bas-Rhin. A l'échelle de la France métropolitaine, on enregistre un quasi statu quo pour les autorisations de construction comme pour les mises en chantier.



Evolution des autorisations et des constructions de locaux en région Grand Est (en m<sup>2</sup>)

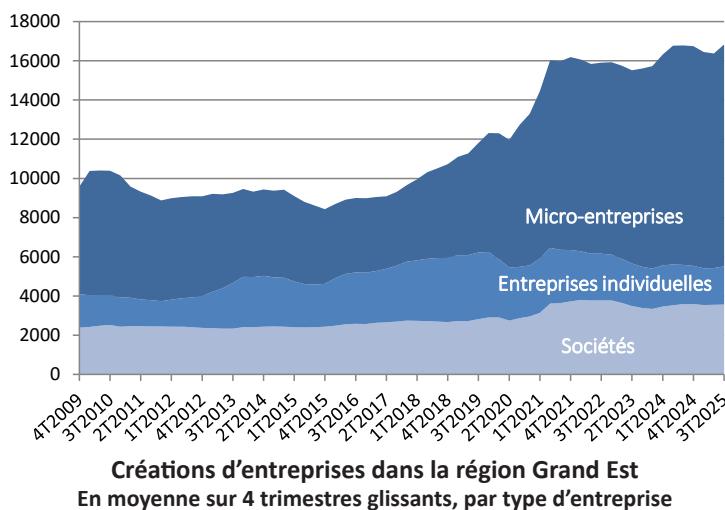
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées sur un an	Evolution des constructions commencées sur un an
Ardennes	-34%	-42%
Aube	-34%	-72%
Bas-Rhin	-13%	-50%
Haute-Marne	92%	53%
Haut-Rhin	14%	24%
Marne	-15%	-26%
Meurthe-et-Moselle	45%	35%
Meuse	-27%	10%
Moselle	122%	-13%
Vosges	28%	18%
<b>Grand Est</b>	<b>18%</b>	<b>-24%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>2%</b>	<b>-2%</b>

## 8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

**Nouveau record de créations ... porté par les micro-entreprises.** Alors que l'on comptabilisait en région environ 12 000 créations d'entreprises par trimestre entre 2018 et 2020, la dynamique s'est intensifiée à la sortie de la crise Covid-19, et l'on observe depuis entre 16 et 17 000 nouvelles immatriculations tous les trois mois (avec un record au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 à 18 641). Sur les quatre derniers trimestres, deux enregistrent plus de 17 000 nouvelles entreprises. Ainsi, le précédent record annuel, à 67 015, est battu ces 4 derniers trimestres (67 349). Toutefois, il faut rappeler que plus de deux tiers des entreprises nouvellement créées sont des micro-entreprises, structures souvent moins pérennes et moins créatrices d'emploi que les sociétés ou les entreprises individuelles. Tous les départements présentent une progression annuelle des créations d'entreprises, de 0,4% dans l'Aube à 15,7% dans les Vosges. Si le Grand Est ne pèse que 6% des créations d'entreprises françaises, le record annuel est aussi battu à l'échelle nationale, avec 1,14 millions de nouvelles immatriculations.

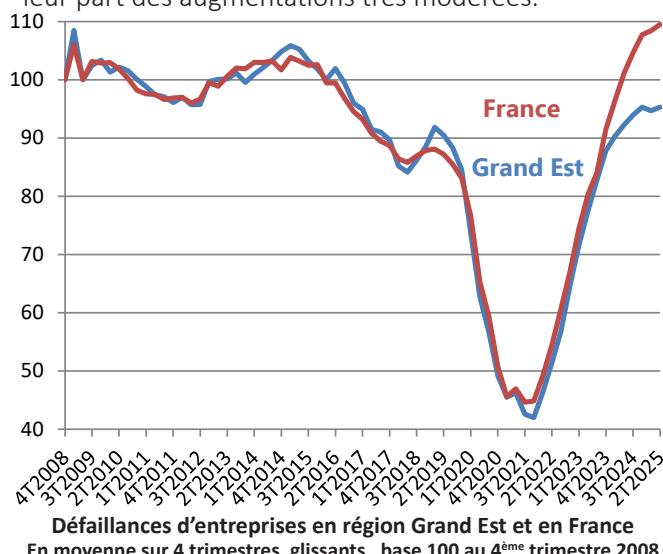


	Evolution des créations sur un an	Nombre de créations sur un an
Ardennes	6,5%	2 726
Aube	0,4%	3 566
Bas-Rhin	3,1%	14 861
Haute-Marne	14,9%	1 603
Haut-Rhin	11,3%	9 601
Marne	3,2%	7 407
Meurthe-et-Moselle	5,8%	8 827
Meuse	9,3%	1 755
Moselle	10,1%	12 735
Vosges	15,7%	4 268
<b>Grand Est</b>	<b>7,0%</b>	<b>67 349</b>
<b>France</b>	<b>8,4%</b>	<b>1 139 428</b>

## 9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

**Progression soutenue en France, plus modérée en région.** Favorisé par le report des traitements des dossiers de défaillance et les mesures de soutien liées à la crise Covid-19, le niveau des redressements et des liquidations judiciaires d'entreprises dans le Grand Est avait atteint en 2021 son plus bas niveau historique (1 950). Ensuite, on a constaté un retour progressif au niveau que l'on pouvait observer entre 2005 et 2019, et on enregistre plus de 4 000 ouvertures de procédures collectives par trimestre depuis fin 2023. Si elles augmentent sur un an encore de 8,5% dans le Grand Est (après +46% en 2023), la croissance est deux fois supérieure à l'échelle nationale (+17,7%), avec un niveau record à plus de 67 000 défaillances. Les départements de Champagne-Ardenne s'affichent à la baisse, ce qui n'est pas le cas de la Meuse, des Vosges et de la Meurthe-et-Moselle, touchées par des hausses de près de 40%. Les départements alsaciens et la Moselle présentent pour leur part des augmentations très modérées.



	Evolution du nombre de défaillances sur un an	Nombre de défaillances sur un an
Ardennes	-4,1%	168
Aube	-11,6%	266
Bas-Rhin	4,6%	1 058
Haute-Marne	-2,0%	101
Haut-Rhin	5,1%	582
Marne	-3,3%	424
Meurthe-et-Moselle	33,8%	592
Meuse	42,7%	121
Moselle	4,4%	757
Vosges	39,4%	345
<b>Grand Est</b>	<b>8,5%</b>	<b>4 414</b>
<b>France</b>	<b>17,7%</b>	<b>67 340</b>

## 2. EMPLOI

7 777 pertes nettes d'emplois salariés sur un an

1 430 010 emplois salariés dans le secteur marchand,  
dont :

797 732 dans les services

293 736 dans l'industrie

254 987 dans le commerce

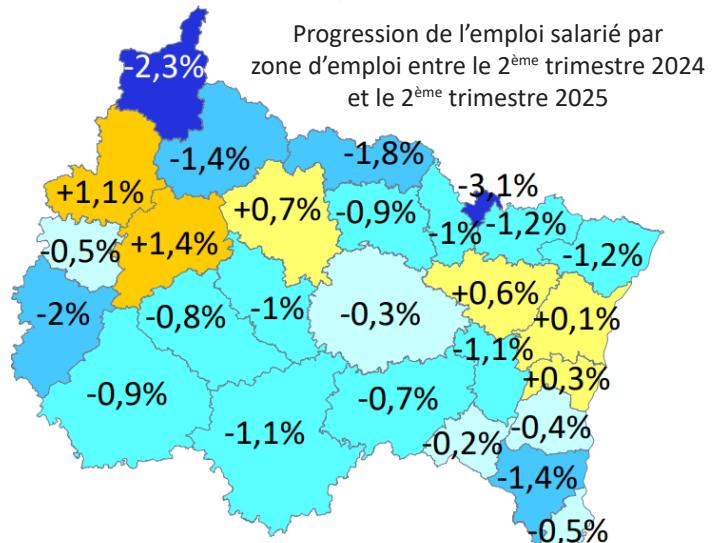
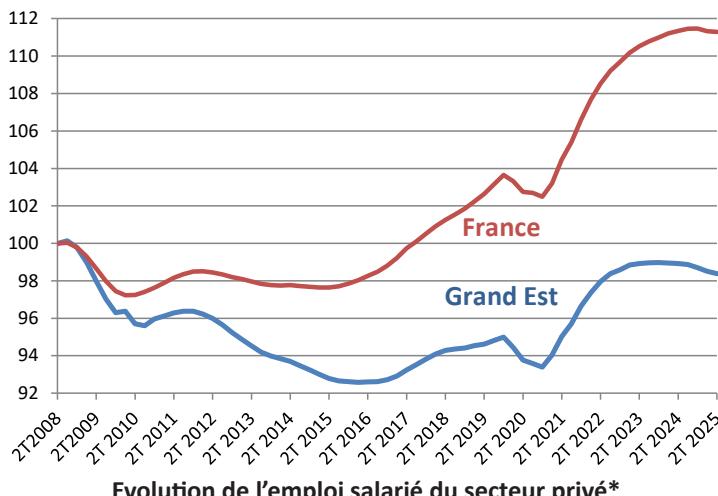
117 684 dans la construction

179 940 offres d'emploi diffusées par France Travail au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 dans le Grand Est (77 651 enregistrées directement par France Travail)

### 10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ HORS APPRENTISSAGE - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : ACOSSE - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

**L'emploi stagne en France et recule en région.** Dans le Grand Est, comme en France, le marché du travail a connu une reprise très soutenue dès 2021 après la crise Covid-19, lui permettant de dépasser rapidement son plus haut niveau historique. Toutefois, dans le Grand Est, l'embellie s'est interrompue dès la fin de l'année 2022 dans notre région, et si l'on a assisté dans un premier temps à un immobilisme, l'emploi décroît depuis maintenant un an et demi (-0,7% puis -0,5% sur un an). En France, la tendance haussière s'est poursuivie un an de plus, et le nombre d'emploi salarié du secteur privé ne recule que de 0,1% sur les 4 derniers trimestres. Le Grand Est ne totalise plus que 7,1% des emplois français, contre 8% en 2010. Seulement 6 zones d'emploi sur 27 enregistrent une évolution positive de l'emploi sur un an (14 il y a un an). Reims et Châlons présentent des progressions supérieures à 1%. A l'opposé, les reculs les plus significatifs sont repertoriés à Forbach (-3,1%) et Charleville-Mézières (-2,3%), des territoires déjà touchés par un chômage important.

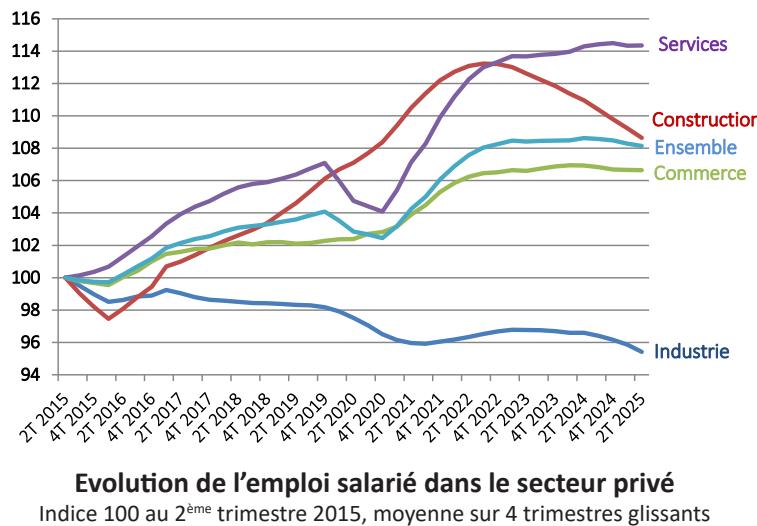


## 11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

**A l'exception des services, tous les secteurs d'activité sont à la peine.** Après une année 2024 peu porteuse (-4 800 emplois), le premier semestre 2025 est encore moins favorable et l'emploi recule fortement dans la construction et l'industrie.

- Services : + 439 emplois sur un an (+0,1%). Seul secteur affichant une progression du nombre de postes, la hausse est désormais infime et n'est plus suffisante pour compenser les pertes observées dans les autres secteurs d'activités.
- Construction : - 2 552 postes sur 4 trimestres (-2,2%). Depuis 2022, on assiste à une contraction forte et régulière des effectifs, qui tend même à s'intensifier sur les derniers trimestres.
- Commerce : - 158 postes. Après une légère baisse en 2024, les effectifs semblent se stabiliser ces derniers mois.
- Industrie : - 5 507 emplois sur un an (-2%). L'emploi industriel décroche considérablement sur les derniers exercices et atteint un niveau historiquement bas, avec moins de 294 000 emplois.



	Nombre d'emplois au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2025	Evolution sur un an	
		en nombre	en %
Industrie	293 736	-5 507	-2%
Construction	117 684	-2 552	-2,2%
Commerce	254 987	-158	0%
Services	797 732	439	0,1%
<b>Total</b>	<b>1 464 139</b>	<b>-7 777</b>	<b>-0,5%</b>

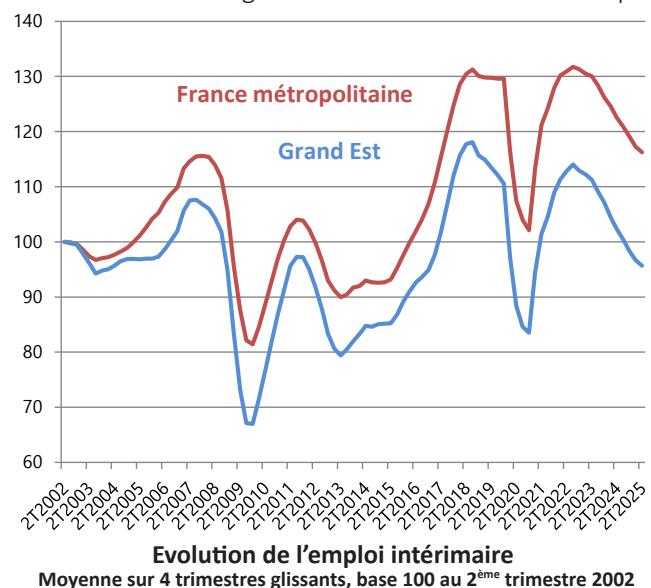
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

## 12 - TRAVAIL INTÉRIMAIRE - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : INSEE & DSDS // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

**Un amortissement après 3 années de baisse ?** L'emploi intérimaire avait atteint un niveau exceptionnel fin 2021 avec 70 400 emplois en région, deuxième plus haut niveau historique après 2017 (72 300). Néanmoins, on a depuis assisté à un repli considérable, et la perte de pratiquement 14 000 emplois intérimaires en 3 ans et demi. On comptabilise 57 416 emplois intérimaires au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025. Sur un an, la baisse s'essouffle, en région (-4% contre -8,3% sur l'exercice précédent) comme en France métropolitaine (-3,3% après -6%). Sur la période, quelques départements affichent toutefois une progression des effectifs intérimaires (Meuse, Ardennes, Marne), contrairement à la Moselle ou à l'Aube où ils plongent de près de 10%. Au niveau sectoriel, c'est le secteur tertiaire qui est le plus touché, devant la construction, tandis que l'industrie résiste. Il est à noter qu'au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025, l'intérim en Grand Est enregistre une croissance de 700 emplois.

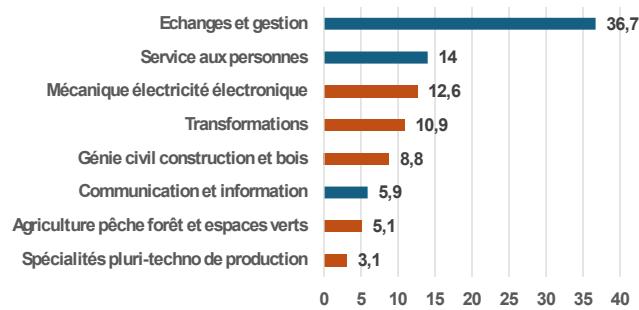
	Evolution sur un trimestre		Evolution sur un an	
	en %	en nombre	en %	en nombre
Ardennes	7,5%	7 500	10,2%	10 200
Aube	-3,4%	-3 400	-9,9%	-9 900
Bas-Rhin	1,4%	1 400	-3,3%	-3 300
Haute-Marne	0,8%	800	-4,2%	-4 200
Haut-Rhin	1,2%	1 200	-5,4%	-5 400
Marne	-0,6%	-600	3,1%	3 100
Meurthe-et-Moselle	-1,4%	-1 400	-5,0%	-5 000
Meuse	5,7%	5 700	10,3%	10 300
Moselle	2,5%	2 500	-10,4%	-10 400
Vosges	-0,1%	-100	-1,7%	-1 700
<b>Grand Est</b>	<b>1,1%</b>	<b>1 100</b>	<b>-4,0%</b>	<b>-4 000</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>0,2%</b>	<b>200</b>	<b>-3,3%</b>	<b>-3 300</b>



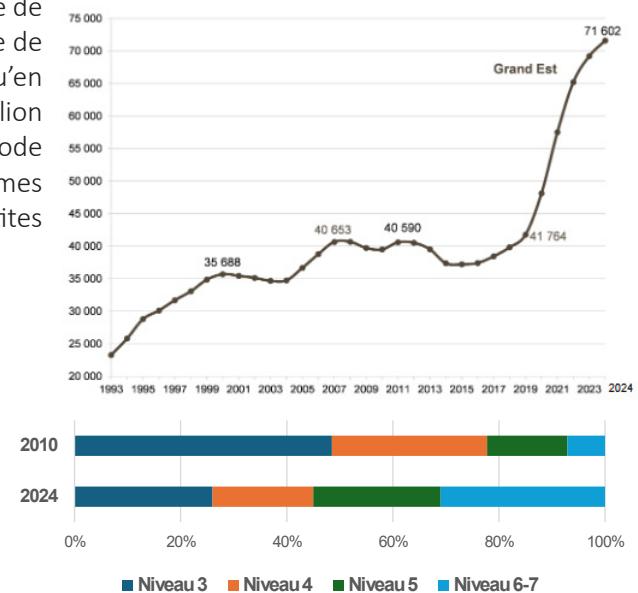
## 13 - EFFECTIFS DANS L'APPRENTISSAGE - 2024-2025

SOURCE : OREF

**Le succès de l'apprentissage.** L'apprentissage est une formation en alternance assurée dans les centres de formation d'apprentis (CFA) et les entreprises, pour les diplômes technologiques, professionnels ou du supérieur. A la rentrée 2024, on compte 71 602 apprentis dans le Grand Est (7% du total national), au sein de 251 CFA et 648 sites de formation. Les Académies de Nancy-Metz et de Strasbourg concentrent chacune 40% du total régional, et celle de Reims 20%. 55% de l'apprentissage concerne le post-bac (63% en France), et 41% des apprentis sont des filles (43% en France). La loi Avenir professionnel de 2018 a marqué un tournant, réorganisant le système de l'apprentissage, le rendant plus souple et plus compétitif. La politique de subvention exceptionnelle à la sortie de la crise Covid, prolongée jusqu'en 2025, a entraîné une explosion du nombre d'apprentis (passant le million en France en 2023). Si les grandes entreprises ont déjà intégré ce mode de formation dans leurs stratégies RH, la baisse programmée des primes devrait entraîner un recul des effectifs, principalement dans les petites entreprises, faute de moyens pour supporter le coût du contrat.



Part des apprentis par domaine de spécialité (en bleu dans les services, en orange dans la production)



Evolution des effectifs d'apprentis dans le Grand Est et de la part des niveaux de formation

## 3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025

406 470 demandeurs d'emploi de catégorie ABC\*

(242 650 en catégorie A)

62 960 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans

(40 420 en catégorie A)

112 020 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans

(66 140 en catégorie A)

-----

7,2% taux de chômage dans la région (2<sup>ème</sup> trimestre 2025)

\*Catégorie A : personne sans emploi

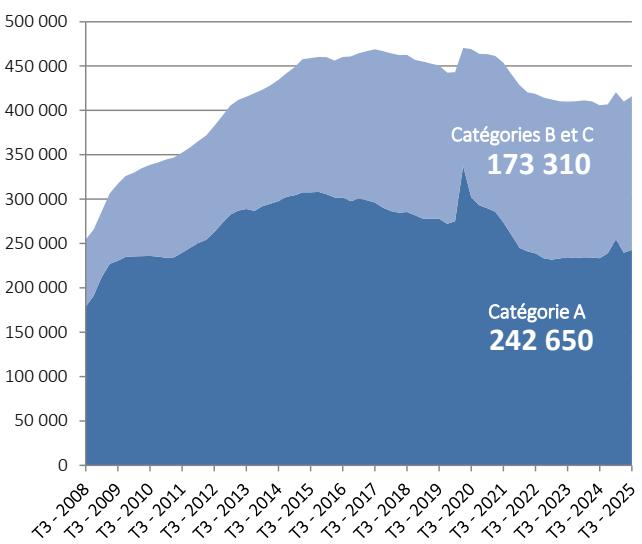
\*Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

\*Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

## 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**En augmentation.** Depuis 2020, on observait une baisse spectaculaire des demandeurs d'emploi, puis modérée à partir de début 2023. Si leur nombre dans le Grand Est était fin 2024 au plus bas depuis plus de 10 ans, on assiste désormais à une progression du nombre de demandeurs d'emploi : + 10 000 sur un an (+2,5%), dont + 6 000 rien que sur le dernier trimestre. L'évolution annuelle en France métropolitaine est encore plus préoccupante, avec près de 275 000 personnes de plus (+5,4%). Il est à noter que la part des demandeurs d'emploi résidant dans le Grand Est par rapport à l'effectif national est passée de 8,6% en 2013 à 7,7% aujourd'hui, plus faible proportion depuis 2002. En outre, la tendance est toujours plus défavorable aux hommes (+3,5% de demandeurs sur un an) par rapport aux femmes (+1,5%). 2025 est la première année où l'on comptabilise dans le Grand Est plus de demandeurs d'emploi que de demandeuses. Au total, on recense en région 415 960 inscrits à France Travail en catégories A, B ou C.



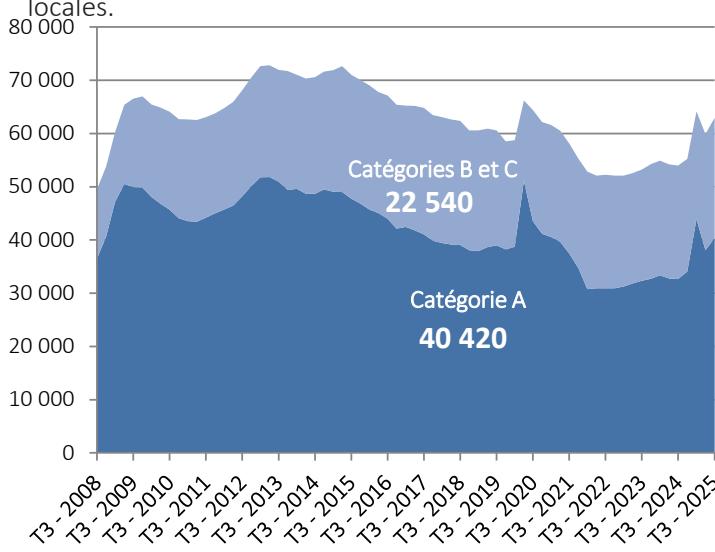
Catégorie A, B et C	Evolution au 3ème trimestre 2025	Evolution sur un an
Ardennes	1,3%	2,0%
Aube	2,7%	2,0%
Bas-Rhin	0,9%	3,4%
Haute-Marne	1,7%	5,1%
Haut-Rhin	0,6%	2,0%
Marne	2,4%	4,1%
Meurthe-et-Moselle	1,3%	0,6%
Meuse	1,7%	2,9%
Moselle	1,9%	2,7%
Vosges	1,4%	1,0%
<b>Grand Est</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,5%</b>
<b>dont hommes</b>	<b>1,8%</b>	<b>3,5%</b>
<b>dont femmes</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,5%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>1,5%</b>	<b>5,4%</b>

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

## 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Evolution préoccupante.** A la faveur de la reprise économique post-Covid, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi avait atteint en 2022 son niveau le plus bas depuis 2008, à hauteur de 52 000 personnes. Depuis, on constate une recrudescence, qui s'accélère en 2025 avec 9 000 demandeurs de plus en seulement un an (+16,6%). Cette progression touche principalement la catégorie A, c'est-à-dire les personnes sans activité. La tendance annuelle est encore plus forte au niveau national (+19,8%). Toutes catégories confondues, on compte 62 960 jeunes demandeurs d'emploi au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, soit 8% de l'effectif national. Il est à noter que cette part baisse continuellement depuis 2009, où elle s'élevait à 9,7%. Tous les départements régionaux sont impactés par la hausse, dans des proportions relativement homogènes. Il faut noter que le pic enregistré au 1<sup>er</sup> trimestre 2025 est aussi lié à l'inscription à France Travail des jeunes suivis par les missions locales.



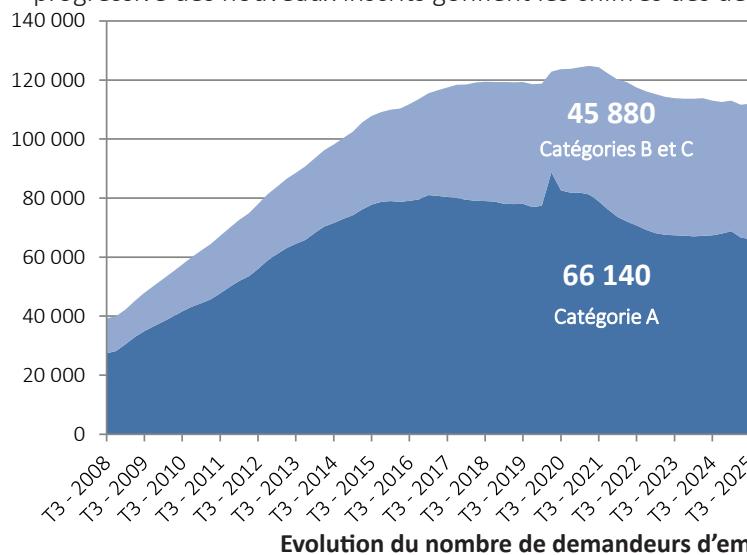
Catégorie A, B et C	Evolution au 3ème trimestre 2025	Evolution sur un an
Ardennes	5,8%	17,2%
Aube	7,2%	17,5%
Bas-Rhin	4,7%	14,0%
Haute-Marne	3,1%	19,3%
Haut-Rhin	4,1%	17,4%
Marne	5,8%	20,9%
Meurthe-et-Moselle	6,0%	15,5%
Meuse	2,5%	14,5%
Moselle	5,2%	17,5%
Vosges	5,1%	14,0%
<b>Grand Est</b>	<b>5,1%</b>	<b>16,6%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>4,4%</b>	<b>19,8%</b>

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

## 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**La lente décrue se poursuit.** Pour la première fois depuis les années 2000, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans s'est réduit durablement à partir de mi-2021, assez intensément dans un premier temps, avec 10 000 personnes de moins en deux ans, puis beaucoup plus lentement, - 2 000 sur les deux dernières années. En région, on dénombre aujourd'hui 112 020 séniors en recherche d'emploi, soit le plus faible effectif depuis près de 9 ans. La tendance n'est pas la même au niveau national, avec une progression annuelle des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans de 1,7% (-0,9% dans le Grand Est). Ce sont la Meurthe-et-Moselle et les Vosges qui affichent les reculs les plus significatifs (-3,6% et -3,5%), alors que 4 départements sur 10 sont encore marqués par une sensible augmentation (Marne, Meuse, Bas-Rhin, Haute-Marne). Il est à signaler que depuis janvier 2025, les allocataires RSA sont désormais inscrits à France Travail ; l'orientation progressive des nouveaux inscrits gonfle les chiffres des demandeurs d'emploi.

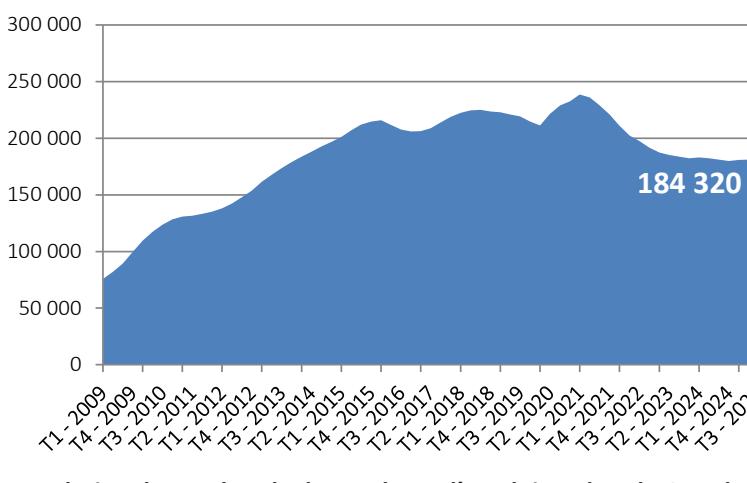


Catégories A, B et C	Evolution au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2025	Evolution sur un an
Ardennes	-0,5%	-2,0%
Aube	0,9%	-1,7%
Bas-Rhin	0,3%	0,6%
Haute-Marne	-0,3%	0,6%
Haut-Rhin	-0,1%	-0,7%
Marne	1,1%	1,3%
Meurthe-et-Moselle	-0,8%	-3,6%
Meuse	1,3%	0,8%
Moselle	1,2%	-0,7%
Vosges	-0,4%	-3,5%
Grand Est	0,3%	-0,9%
France métropolitaine	0,7%	1,7%

## 17 - DEMANDEURS D'EMPLOI LONGUE DUREE - 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Tendance haussière en 2025.** La forte contraction de la demande d'emploi longue durée (LD, au-delà d'un an), initiée à partir de 2021 dans le Grand Est s'est atténuée fin 2023. Sur cette période, le nombre de demandeurs d'emploi LD a baissé de 55 000 personnes. En 2024, le recul a concerné 2 500 demandeurs. Cependant, en 2025, la tendance est à la hausse puisqu'on enregistre 4 500 inscrits à France Travail de plus en demande d'emploi LD, phénomène alors observé au niveau national depuis près de deux années. Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025, la demande d'emploi LD concerne 184 320 personnes dans le Grand Est, soit 44,3% des demandeurs d'emploi en catégories A, B et C. Au niveau départemental, les Ardennes, l'Aube et la Meurthe-et-Moselle présentent un recul du nombre de demandeurs d'emploi longue durée sur un an comme sur un trimestre. Tous les autres départements affichent des progressions annuelles et trimestrielles, allant jusqu'à +4,6% en Haute-Marne ou +2,8% dans la Marne sur un an.

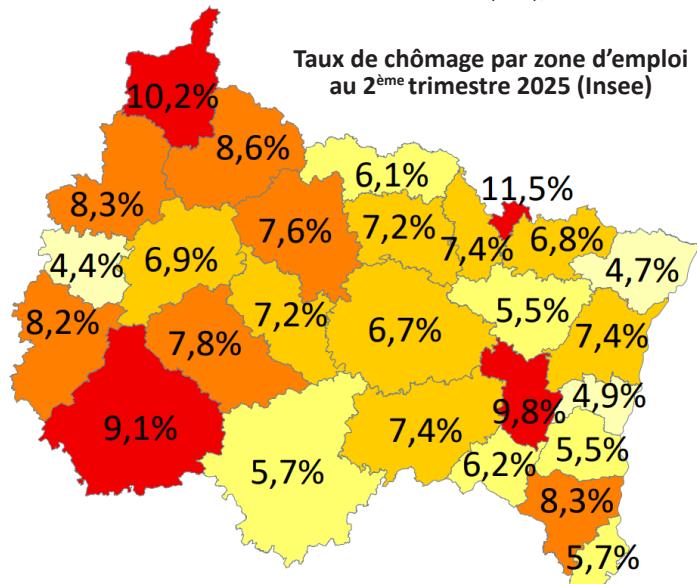
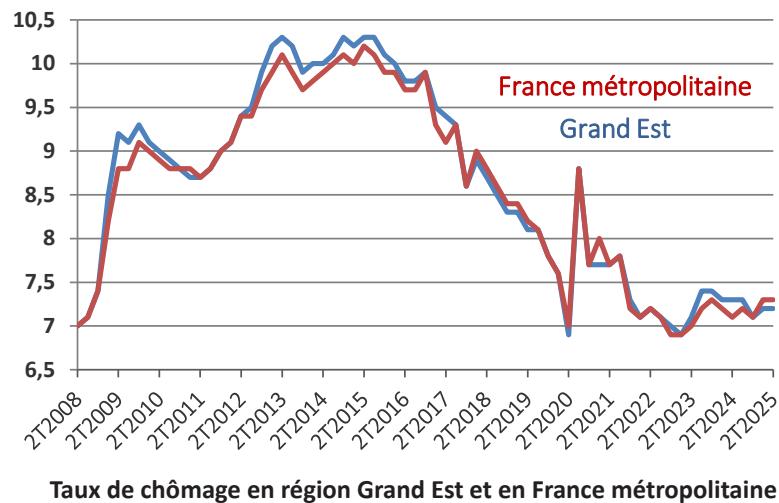


Catégories A, B et C	Evolution au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2025	Evolution sur un an
Ardennes	-1,3%	-0,8%
Aube	-0,4%	-0,3%
Bas-Rhin	1,2%	2,4%
Haute-Marne	2,7%	4,6%
Haut-Rhin	1,2%	2,1%
Marne	2,5%	2,8%
Meurthe-et-Moselle	-0,4%	-3,1%
Meuse	1,7%	2,4%
Moselle	2,8%	2,3%
Vosges	0,9%	1,0%
Grand Est	1,7%	1,7%
France métropolitaine	2,4%	5,9%

18 - TAUX DE CHÔMAGE - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

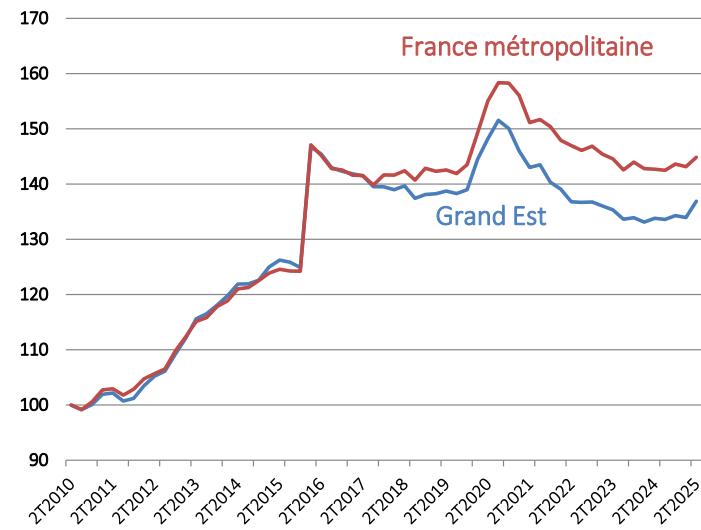
**Un taux régional désormais en dessous de celui de la France métropolitaine.** A l'exception de l'épisode Covid-19, le taux de chômage régional reculait continuellement entre 2015 et 2023, passant même pour la première fois depuis 2008 sous la barre des 7%. Par la suite, il s'est sensiblement redressé, et depuis début 2025, il se maintient à 7,2%, se situant désormais en-deçà du taux enregistré en France métropolitaine (7,3%), une première depuis 4 ans. Sur un trimestre, les taux de chômage sont stables dans la totalité des zones d'emploi régionales. Sur un an, quelques territoires, principalement situés en Champagne-Ardenne, affichent des reculs allant de -0,3 à -0,6 point (Romilly-sur-Seine, Châlons-en-Champagne, Charleville-Mézières, Troyes, Sedan mais aussi Thionville, Saint-Louis et Remiremont). A l'échelle de la France métropolitaine, 4 régions sont marquées par un taux de chômage plus élevé que celui du Grand Est : les Hauts-de-France (9%), l'Occitanie (8,9%), la PACA (8%) et désormais l'Île-de-France (7,3%).



19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIERES

**La tendance observée fin 2024 se confirme.** Depuis le pic historique fin 2020 avec près de 155 000 allocataires en région, leur nombre avait baissé de presque 20 000 jusque début 2024, où l'on enregistrait le plus faible effectif depuis le changement des règles de calcul de 2016. Depuis, on notait une sensible augmentation, qui s'accélère fortement au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 (+ 3 000 allocataires). En région, la progression annuelle est supérieure à celle de la France métropolitaine (+2,3% contre +1,5%). On compte dans le Grand Est 139 490 allocataires du RSA, 8,4% du total national. Au niveau départemental, le nombre d'allocataires RSA croît de façon conséquente dans les territoires urbanisés (Haut-Rhin, Meurthe-et-Moselle, Moselle), quand les départements plus ruraux voient toujours leurs effectifs à la baisse (Meuse, Aube, Ardennes, Vosges).



	<b>Evolution du nombre d'allocataires sur un an</b>	<b>Nombre d'allocataires au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025</b>
Ardennes	-0,6%	8 940
Aube	-0,9%	9 190
Bas-Rhin	2,2%	25 550
Haute-Marne	1,0%	4 160
Haut-Rhin	4,2%	16 210
Marne	3,9%	14 890
Meurthe-et-Moselle	3,6%	21 360
Meuse	-1,2%	4 240
Moselle	3,4%	24 850
Vosges	-0,2%	10 100
<b>Grand Est</b>	<b>2,3%</b>	<b>139 490</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>1,5%</b>	<b>1 662 840</b>

## 4. TRANSFRONTALIER

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025

216 644 travailleurs frontaliers

127 101 au Luxembourg

42 443 en Suisse

38 800 en Allemagne\*

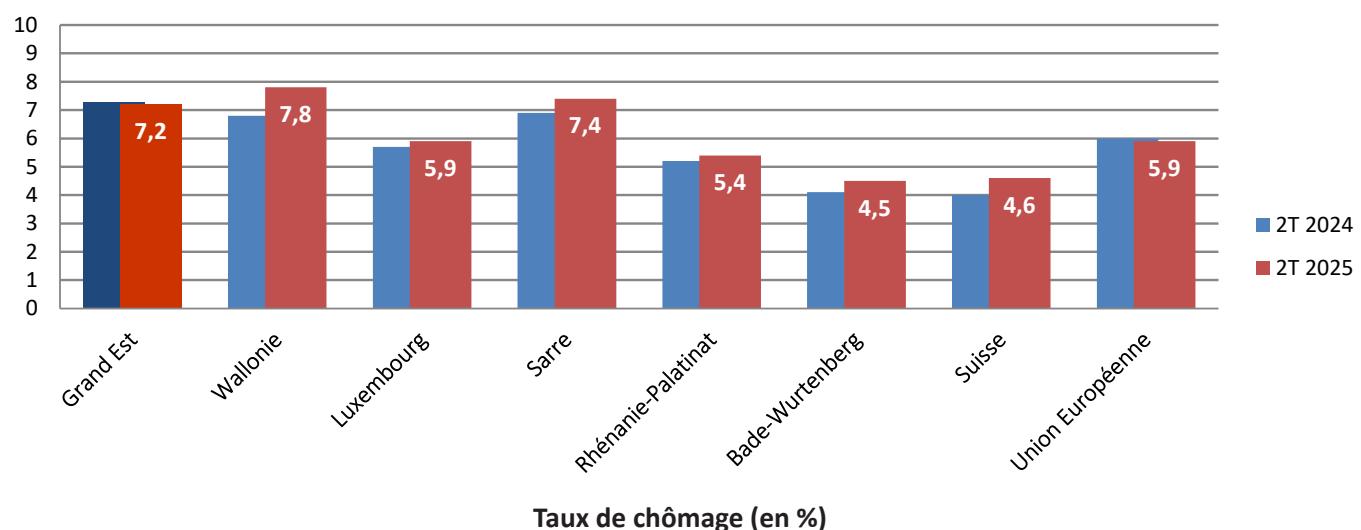
8 300 en Belgique\*

\* Données 2023

### 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Depuis fin 2024, à l'exception du Grand Est, le chômage progresse partout.** A la faveur du redressement des activités économiques post Covid-19, le chômage dans l'environnement transfrontalier avait baissé en 2021 et 2022, avant de se stabiliser en 2023. A partir de 2024, on a noté une progression des taux de chômage dans l'ensemble de l'environnement transfrontalier, exception faite du Grand Est. En 2 ans, certains territoires comme le Luxembourg, la Suisse ou le Bade-Wurtemberg ont vu leur chômage progresser de près d'un point, même s'il est à noter que les hausses sont plus modérées au premier semestre 2025 et que les taux enregistrés demeurent relativement bas. Avec 7,2%, le Grand Est est la seule région transfrontalière où le chômage recule sur un an, et se situe désormais en dessous du niveau de la Sarre (7,4%). Enfin, le chômage se maintient en Wallonie, à 7,8%, mais aussi au sein de l'Union Européenne, avec 5,9%.



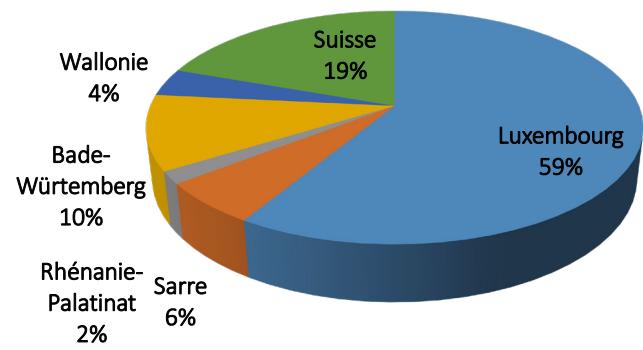
## 21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

SOURCE : STATEC - INSEE - OIE - IBA - OFS - BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT

**3 500 frontaliers de plus en un an.** A la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19, la barre des 200 000 travailleurs frontaliers dans le Grand Est a été franchie dès 2021 et celle des 210 000 seulement un an plus tard. Depuis, la croissance a ralenti quelque peu, et on enregistre sur ces 4 derniers trimestres 3 500 nouveaux frontaliers : 2 500 à destination du Luxembourg et 1 000 vers la Suisse. La progression des travailleurs en direction du Grand Duché est deux fois inférieure à la croissance annuelle moyenne enregistrée ces 10 dernières années (+2,1% contre 4%), tandis que celle vers la Suisse reste soutenue (+2,5% sur un an). Ainsi, mi-2025, 127 101 habitants du Grand Est exercent une activité au Luxembourg et 42 443 en Suisse. Pour ce qui concerne l'Allemagne, ils étaient en 2023 estimés à 38 800 répartis sur 3 Länder : 22 500 au Bade-Wurtemberg, 12 600 en Sarre et 3 700 en Rhénanie-Palatinat. Pour rappel, ils étaient 58 400 en 1999, et pesaient alors pour 44% des frontaliers du Grand Est (18% aujourd'hui). Enfin, la Belgique compte environ 8 300 travailleurs frontaliers en 2023 résidant dans le Grand Est, effectif stable depuis les années 2010.

	Nombre de frontaliers au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2025	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	127 101	+2,1%	+4%
Suisse	42 443	+2,5%	+2,1%
Allemagne*	38 800		
Belgique*	8 300		

(\*) Données 2023



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture du CESER Grand Est (17 membres)

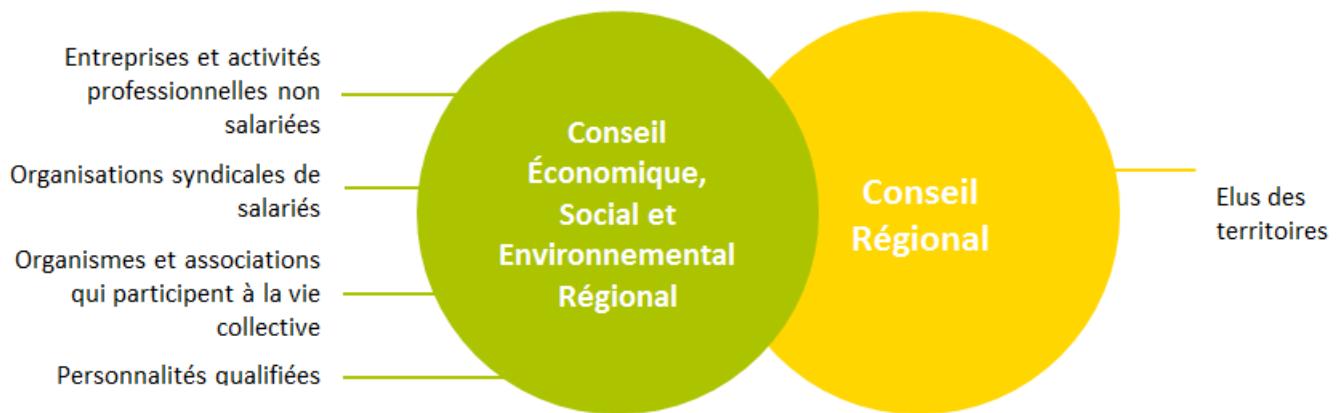
Président : Jean-Paul NOLLET  
 Vice-Président : Michèle TREMOLIERES  
 Rapporteure : Chantal BERTHELEMY

Chargé de mission : Nicolas BRIZION

Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général. Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerter la région.



#### RETROUVEZ TOUTES LES INFOS

#### DU CESER GRAND EST SUR INTERNET

#### ET LES RÉSEAUX SOCIAUX :

[www.ceser-grandest.fr](http://www.ceser-grandest.fr)

[company/ceser-grandest-est](https://www.linkedin.com/company/ceser-grandest-est)

[@cesergrandest](https://www.facebook.com/cesergrandest)

[@cesergrandest8916](https://www.youtube.com/c/cesergrandest8916)

#### SITE DE CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

5 rue de Jéricho

51037 Châlons-en-Champagne

03 26 70 31 79

#### SITE DE METZ

Place Gabriel Hocquard

57036 Metz Cedex 1

03 87 33 60 26

#### SITE DE STRASBOURG

1 Place Adrien Zeller

67000 Strasbourg

03 88 15 68 00

**CESER**  
ALSACE  
CHAMPAGNE-ARDENNE  
LORRAINE  
**GrandEst**